Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Nouvelle-Aquitaine sur un projet de parc photovoltaïque au sol à Salles (33)

n°MRAe 2019APNA90 | dossier P-2019-n°8085

Localisation du projet : Commune de Salles (33)
Maître d'ouvrage : SARL A Couyau 1
Avis émis à la demande de l'Autorité décisionnaire : Préfet de la Gironde
en date du : 26/03/2019
Dans le cadre de la procédure d'autorisation : Permis de construire
L'Agence régionale de santé et le Préfet de département au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement ayant été consultés.

Préambule.

L'avis de l'Autorité environnementale est un avis simple qui porte sur la qualité de l'étude d'impact produite et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet. Porté à la connaissance du public, il ne constitue pas une approbation du projet au sens des procédures d'autorisations préalables à la réalisation.

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400559 du 6 décembre 2017, venue annuler les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme autorité environnementale, le dossier a été transmis à la MRAe.

En application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'avis de l'Autorité environnementale doit faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage, réponse qui doit être rendue publique par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

En application du L. 122-1-1, la décision de l'autorité compétente précise les prescriptions que devra respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine. En application du R. 122-13, le bilan du suivi de la réalisation des prescriptions, mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences devront être transmis pour information à l'Autorité environnementale.

Le présent avis vaudra pour toutes les procédures d'autorisation conduites sur ce même projet sous réserve d'absence de modification de l'étude d'impact (article L. 122.1-1 III du code de l'environnement).

Cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 22 mai 2019 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Hugues AYPHASSORHO.

Le délégataire cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

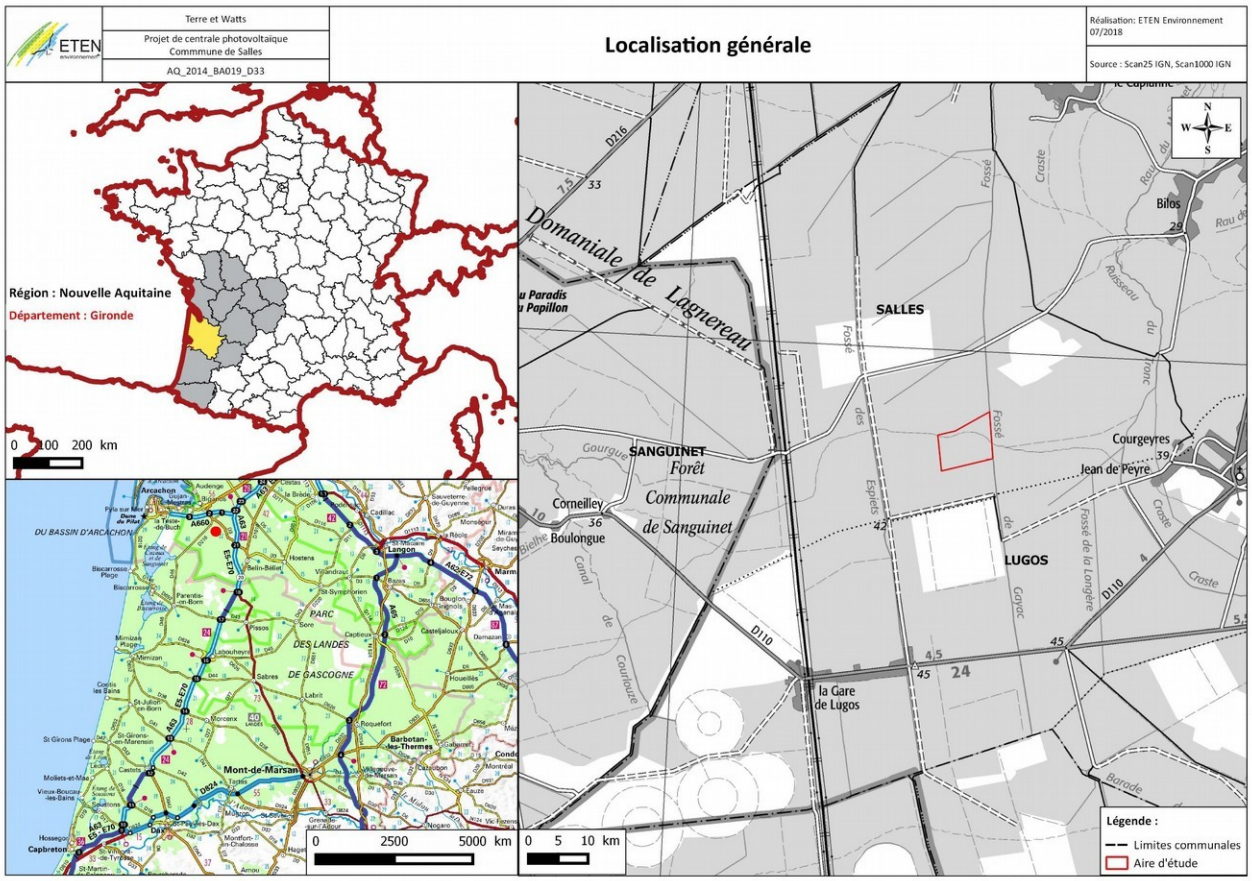
I. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

I.1- Contexte et présentation du projet

Le présent avis porte sur la création d'un projet de parc photovoltaïque au sol d'une puissance totale d'environ 55,7 Méga Watt crête. L'installation est projetée en deux phases (p. 19 de l'étude d'impact) et occupe une surface totale de 60 hectares (périmètre rouge sur la carte ci-dessous) au lieu dit « A Couyau » sur la commune de Salles dans le département de la Gironde.

Le projet prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur des structures métalliques légères ancrées au sol, l'installation de onze locaux techniques avec onduleurs et transformateurs, d'un poste de livraison (HTA) et la création de clôtures de sécurité. La phase d'exploitation est prévue sur 30 ans.

Le raccordement du parc au réseau est prévu au poste source de Masquet, situé à environ 16 km du site.



Localisation du projet (extrait de l'étude d'impact p 18)

Le projet s'implante au sein du massif forestier des Landes de Gascogne, sur des terrains sylvicoles. La commune de salles fait partie du Parc Naturel Régional (PNR) des Landes de Gascogne. L'aire d'étude est limitée à l'emprise du projet.

I.2- Procédures relatives au projet

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) est sollicité dans le cadre de la procédure de demande de permis de construire. Le projet relève également d'une autorisation de défrichement. Une dérogation à l'interdiction de destruction des espèces et des habitats naturels protégés au titre des articles L411-1 et suivants du Code de l'Environnement est sollicitée en parallèle du présent dossier par le pétitionnaire.

Le projet est soumis à étude d'impact (EI) en application de la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, relative à la création d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol.

I.3- Enjeux

Le présent avis porte sur les principaux enjeux environnementaux identifiés :

- la préservation de la biodiversité (espèces et habitats),
- l'implantation du projet dans le milieu naturel et le risque incendie,
- le raccordement au réseau d'électricité et la phase de démantèlement,
- l'évaluation environnementale du projet au regard des effets cumulés possibles avec les autres projets connus dans le massif forestier des Landes de Gascogne.

II. Analyse de la qualité de l'étude d'impact

Le contenu de l'étude d'impact intègre les éléments requis par les dispositions de l'article R 122-5 du code de l'environnement. Le dossier papier et le dossier numérique fournis sont différents pour certaines pages alors qu'ils ont la même référence. La suite de cet avis ne fera référence qu'au dossier papier d'août 2018.

Le résumé non technique (RNT) apparaît trop synthétique. Les cartographies concernant les enjeux liés aux habitats naturels devraient y figurer pour la bonne information du public, tout comme le volet risque feu de forêt considéré comme « Fort » par l'atlas départemental du risque d'incendie de forêt de Gironde de 2009 sur la commune de salles.

La MRAe rappelle au pétitionnaire que le dossier soumis à enquête publique doit être le même que celui transmis à l'Autorité Environnementale et recommande que le résumé non technique ne soit pas tronqué.

II.1- Travaux, exploitation et démantèlement

Le projet prévoit des travaux de terrassement sur un terrain d'implantation relativement plat. Le dossier n'apporte pas de précision sur la localisation de la base vie et ses impacts sur le milieu et les espèces, la localisation de l'entrée du site et de sa clôture.

Concernant la future phase d'exploitation du projet, aucune information sur le nettoyage des panneaux (produits utilisés, fréquence,…) n'est apportée. La phase relative au démantèlement n'est pas du tout abordée dans l'étude.

La MRAe considère que les éléments présentés sur ces points dans le dossier sont insuffisants pour permettre l'évaluation du niveau de prise en compte de l'environnement par le projet.

II.2- Milieu Physique

Aucun cours d'eau n'est répertorié dans le périmètre d'étude ni dans ses abords. Le projet n'est pas impacté par un périmètre de protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine. Aucun captage destiné à l'alimentation humaine n'est situé à proximité du site.

La nappe souterraine située au droit du site est soumise à un fort aléa de remontée (0,40 à 0,50 m de profondeur), ce qui est confirmé dans le dossier par une étude hydro-pédologique menée sur l'emprise du projet en 2018. Par contre, il n'apparaît pas que cette nappe est également concernée par une zone « *à protéger pour le futur* » pour une alimentation en eau potable. Le pétitionnaire devra vérifier ce point et prévoir le cas échéant de justifier des mesures permettant l'évitement de la dégradation de la ressource en eau.

L'impact sur les masses d'eau est considéré comme faible en phase de travaux. Les risques de pollution accidentelle sont correctement pris en compte avec la mesure MR1 (p.120 de l'EI).

La compatibilité du projet avec le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde » n'est pas traitée, ce qui est surprenant car, contrairement à ce qui est indiqué dans l'étude d'impact, le projet est situé sur des parcelles impactées par des sites ou sols pollués répertoriés sur la base de données BASIAS[1]. Il s'agit d'un ancien forage pétrolier (référence AQI3305567 dans BASIAS), profond d'environ 1 780 m, qui n'est plus en activité aujourd'hui. Le porteur de projet devrait prendre en compte la présence de cet ouvrage dans son analyse et s'assurer de la compatibilité de son projet avec le SAGE « Nappes profondes de la Gironde ».

La MRAe considère au vu de ces lacunes que les éléments présentés dans le dossier sont insuffisants pour permettre l'évaluation du niveau de prise en compte de l'environnement par le projet.

II.3- Milieu naturel, biodiversité[2] et justification du projet.

L'étude d'impact relève que l'aire d'étude n'intersecte aucun site NATURA 2000 ni de ZNIEFF[3], et que le site n'est pas constitué de **zones humides** au sens floristique et au sens pédologique. Elle souligne que le pétitionnaire s'engage à réaliser un boisement compensateur au sein du même massif forestier, sans toutefois

1 Base de données historique des sites industriels et activités de service

2 Pour en savoir plus sur les espèces citées : https://inpn.mnhn.fr/accueil/index

3 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

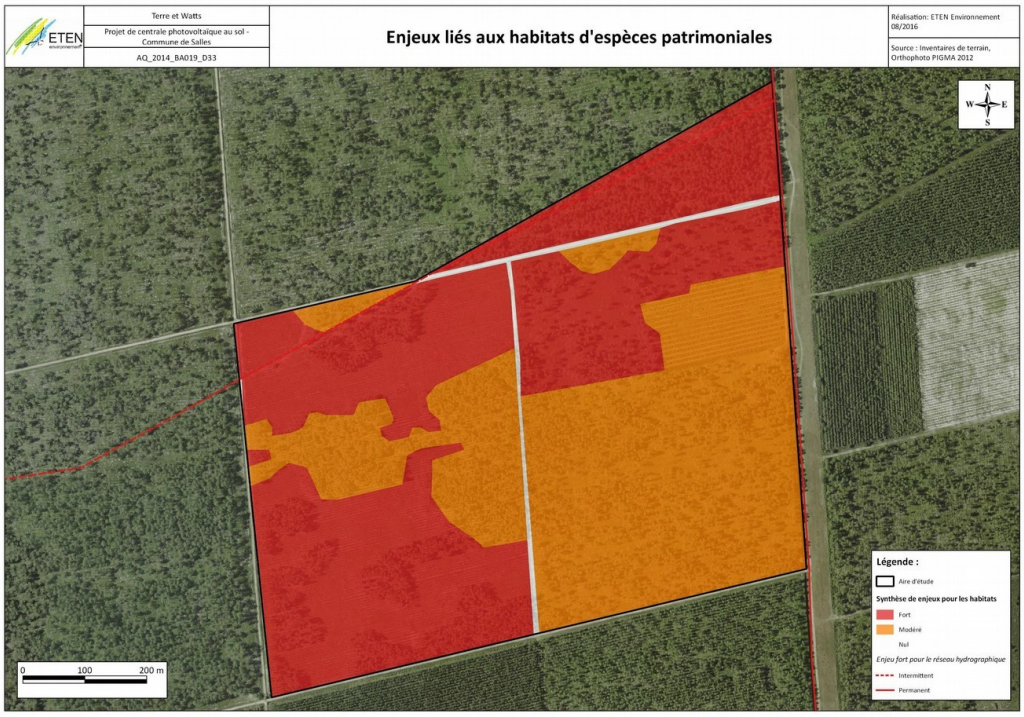
en préciser la localisation ni les caractéristiques.

Le dossier indique la présence d'une **espèce floristique** patrimoniale, le lotier hispide.

Le risque de propagation d'espèces invasives, lié à la préparation du terrain, est abordé mais aucune mesure de réduction n'est proposé sur le long terme pour gérer ces espèces.

Concernant **la faune et l'avifaune**, on note la présence du Fadet des laîches et de la Fauvette Pitchou. Une synthèse des impacts du projet est présentée en page 115 et 116 du dossier. Deux impacts forts apparaissent concernant la destruction des habitats naturels du Fadet des laîches en phase chantier et de la Fauvette pitchou et de l'Engoulevent d'Europe en phase chantier et en phase d'exploitation. Ces impacts forts à modérés sont situés sur la totalité de l'emprise du projet, comme le montre la carte page 90 « enjeux liés aux habitats d'espèces patrimoniales ».

Ainsi le projet propose la destruction d'habitats naturels d'espèces protégés sur la totalité des 60 hectares de sa surface. Cela conduit le porteur de projet à proposer des mesures de compensation sur 132 ha, mais dont la localisation ne fait l'objet d'aucune précision.



Enjeux liés aux espèces et habitats d'espèces faunistiques, EI p. 91

La MRAe considère que l'évaluation environnementale présentée est trop lacunaire et pâtit d'insuffisances fortes ne permettant pas de s'assurer d'un niveau de prise en compte correct de l'environnement par le projet. En particulier, le choix d'implantation en milieu forestier devrait être analysé de façon plus précise, en regard d'autres implantations possibles, et une présentation suffisamment étayée de la séquence d'évitement-réduction des impacts fait ici clairement défaut.

II.4- Effets cumulés et capacité d'accueil du territoire

L'étude indique que le parc devrait être raccordé au poste source de Masquet (élément qui n'apparaît pas dans le dossier numérique) situé à 16 km du projet. Le tracé du raccordement au réseau et l'analyse des impacts associés ne sont donc pas réalisées, alors que les incidences des travaux liés au raccordement électrique sur l'environnement sont indissociables des ouvrages projetés.

Les analyses du raccordement au réseau et des conditions de distribution de l'énergie du projet, en considérant également la dynamique des autres projets connus de parcs photovoltaïques projetés dans le secteur, ne figurent pas non plus dans le dossier.

La MRAe considère que les éléments présentés ici sont encore insuffisants pour permettre l'évaluation du niveau de prise en compte de l'environnement par le projet.

II.5- Le milieu humain

Ce projet se situe sur la commune de Salles qui n'est concernée par aucun plan de prévention des risques approuvé. Toutefois, la prise en compte du risque feu de forêt a fait l'objet en 2009 d'un porter à connaissances (PAC) en application des dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme qui n'apparaît pas dans le dossier. Le projet y est situé en zone d'aléa fort (zone rouge).

L'étude d'impact ne présente pas une analyse suffisante de ce risque, qui est même totalement absent de la synthèse des impacts sur le milieu humain, pages 105 et 106 de l'étude d'impact.

De plus, le site du projet est parcouru par de nombreuses pistes DFCI[4] qui apparaissent impactées par le projet dans les illustrations du dossier mais sans qu'aucune précision ne soit apportée.

La MRAe note également des incohérences entre la page 54 qui annonce deux forages DFCI et une réserve alimentée à proximité du site alors que la carte page suivante montre un forage et une réserve non alimentée.

Enfin, l'exploitant prévoit de réaliser un débroussaillage forestier sur une largeur de 50 m autour des panneaux (p.104 de l'EI) mais dont les tracés n'apparaissent sur aucun plan du dossier présenté.

La MRAe considère que le dossier n'apporte aucun élément convaincant de prise en compte du risque feu de forêt, ce qui n'apparaît pas recevable compte-tenu de la situation du projet en zone d'aléa fort.

III. Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Le projet objet de l'étude d'impact porte sur la création, sur la commune de Salles dans le département de la Gironde, d'un parc photovoltaïque au sol d'une puissance de 55,7 MWc sur une surface totale d'environ 60 hectares. Ce projet participe de la recherche de production d'énergie renouvelable.

Les analyses du raccordement au réseau électrique (16 km) et des conditions de distribution de l'énergie du projet présenté ne sont pas faites.

Le projet se situe au sein du massif des Landes de Gascogne, en totalité dans un espace naturel et forestier présentant des enjeux en termes d'habitats naturels et de biodiversité. Le dossier propose, sans la décrire, une compensation à la destruction des habitats naturels d'espèces protégées sur la totalité de sa surface, ce qui ne correspond pas à la mise en œuvre d'une démarche suffisante d'évitement, de réduction et à défaut de compensation des impacts.

L'aléa fort pour le risque feu de forêt n'est pas évalué sérieusement, en particulier compte-tenu de la situation du projet sur son territoire d'accueil et des effets possibles de ce risque sur le milieu naturel.

Dans ces conditions, la Mission Régionale d'Autorité environnementale conclut à une prise en compte très insuffisante de l'environnement dans le dossier présenté.

Elle fait par ailleurs d'autres observations et recommandations plus détaillées dans le corps de l'avis.

À Bordeaux, le 22 mai 2019

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine
le membre permanent délégataire



Hugues AYPHASSORHO

4 Défense des forêts contre l'incendie.